21 Rue Jules Ferry
93177 Bagnolet Cedex

☎ 01.48.18.88.29
01.48.18.88.95
uff@unsa.org

RENDEZ-VOUS SALARIAL
DU 19 AVRIL 2011

INTERVENTION D'ELISABETH DAVID

Messieurs les ministres,

Vous nous avez conviés aujourd'hui à un rendez vous salarial. Celui-ci est très attendu par nos collègues car, vous le savez, le pouvoir d'achat dans la fonction publique a, comme dans le secteur privé, beaucoup baissé.

L'inflation repart, le prix de l'essence est au plus haut. Et on assiste vraiment sur le terrain à une certaine désespérance et un sentiment d'être délaissé, abandonné, et ce à une période où l'on ressent dans le secteur public un profond manque de reconnaissance, non pas de la part des usagers, mais des employeurs.

Car l'Etat est bien le premier employeur de France. C'est lui qui doit également impulser la politique salariale dans les versants territoriaux et hospitaliers. D'où l'importance de ce rendez vous.

Pour l'UNSA, un rendez-vous ne peut aboutir et déboucher sur quelque chose de concret et productif que si plusieurs conditions sont réunies :

- une vraie préparation avec des échanges attentifs sur les attentes respectives ;
- un respect et une écoute mutuelle des partenaires ;
- un objectif commun, en l'occurrence celui de l'amélioration de la situation des agents publics

Bref, une vraie négociation !

Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Un dossier statistique, envoyé plus que tardivement, des annonces dans la presse dévoilant par avance le contenu des discussions. Ceci n'est pas une méthode acceptable.

Pour l'UNSA Fonction publique, je vous le dis clairement, nous sommes très déçus de la forme de ce rendez-vous, qui ne correspond en rien à ce que nous espérions après la signature des accords de BERCY et l'entrée en vigueur de la loi du 5 juillet 2010.

Sur le fond maintenant, vous le savez, les propositions que vous venez d'énoncer ne peuvent nous convenir.

Même si, pour l'UNSA Fonction publique, le point d'indice ne doit pas être l'objet exclusif et unique sujet des discussions dans les négociations salariales. Nous avons d'ailleurs signé, par le passé, certains volets comme la refonte des grilles ou l'action sociale.

Le point d'indice n'en reste pas moins, pour nous, la mesure la plus juste car elle touche à la fois les fonctionnaires de toutes les catégories mais aussi l'ensemble des contractuels dont la rémunération est fixée en référence à ce même point d'indice.

Geler à nouveau cette année le point d'indice, alors que l'inflation est importante et que les cotisations retraites en hausse vont encore diminuer le salaire net des agents, est pour nous inacceptable.

Non, les changements d'échelon ne doivent pas servir à compenser l'inflation. Au contraire, le déroulement de carrière, principe fondamental du statut général, permet la reconnaissance de la technicité et garantit la neutralité du fonctionnaire et donc du service public.

Les mesures que vous annoncez vont contribuer encore davantage à la fragilisation, voire à la paupérisation des agents publics, qui constituent la classe moyenne et souvent l'ossature de la société en particulier dans les villes de province et les départements ruraux.
Car ce nouveau gel aura inévitablement de lourdes conséquences sur des économies locales déjà fragilisées, dans un contexte économique où la consommation des ménages est le principal moteur de la croissance.
Même si, à l'UNSA Fonction publique, nous sommes réalistes. Bien sur, nous ne méconnaissons pas la crise économique et le déficit budgétaire important.

Il est toutefois, pour nous toujours trop facile de faire porter par les seuls fonctionnaires les mesures d'économies.

Le service public a déjà beaucoup souffert ces dernières années : suppression à la hache d'emplois publics sans réflexion préalable sur les missions, conséquences d'une RGPP mise en place sans négociation et sans vision globale…

Le Président de la République avait annoncé, dans son discours de Nantes, moins de fonctionnaires mais des fonctionnaires mieux payés.
Qu'en est-il aujourd'hui ?
Des mesures inéquitables, des retours catégoriels décidés en catimini et souvent attribués sans véritable égalité de traitement.
Des gadgets comme l'intéressement collectif, qui ne va toucher qu'un nombre très restreint d'agents ayant la chance d'être en poste dans des services mieux nantis.

Non, ce n'est pas notre vision à l'UNSA Fonction publique, où l'égalité de traitement, l'équité, est pour nous fondamentale,
Je réitère donc aujourd'hui, messieurs les ministres, au nom de l'UNSA Fonction publique, la mise en place de mesures fortes qui permettent pour le moins aux fonctionnaires de conserver leur pouvoir d'achat :

- Une Revalorisation du point d'indice ;
- L'ouverture d'un véritable chantier de refonte des grilles pour rendre une véritable attractivité à la Fonction publique ;
- Des Mesures immédiates pour la catégorie C et en particulier les échelles 3 et 4, qui vont être à nouveau impactées par la hausse du SMIC ;
- Une Hausse du budget d'action sociale pour répondre aux besoins croissants des agents et des retraités ;
- Une Harmonisation par le haut des régimes indemnitaires ;
- Une vraie réforme de l'indemnité de résidence et non à budget constant.

Et surtout, de façon immédiate, la revalorisation du barème des indemnités kilométriques. Il est inacceptable que des fonctionnaires perdent de l'argent de façon très importante en utilisant leur véhicule personnel pour travailler !!!!!

Vous l'avez compris, ce rendez-vous est raté. Chacun est venu avec ses propositions et demandes. Elles ne convergent pas.

C'est pour nous particulièrement dommageable car cela va encore accentuer le mal aise des agents publics et ce n'est pas la perspective d'un éventuel rendez-vous en fin d'année qui va susciter chez eux le moindre intérêt.

L'UNSA Fonction publique continuera bien sur, malgré tout, à participer à l'ensemble des chantiers ouverts par le Gouvernement notamment dans le cadre du pouvoir d'achat et à faire valoir les légitimes revendications des agents que nous représentons.

Je vous remercie.

Elisabeth DAVID, Secrétaire Générale